

Sur la tactique électorale pour les municipales en France

[Télécharger la version imprimable ici](#)

Les préparatifs municipales et donc le désaccord tactique entre les deux organisations principales du Front de Gauche ont, en premier lieu, mis à nu la fragilité de celui-ci. On sait que le Parti Communiste préconisait – et applique – une alliance électorale localement avec le Parti Socialiste là où une certaine base d'accord la permettrait. Il va donc pour un bloc électorale avec le PS, non pas général et national mais réalisé cas par cas, selon les possibilités locales. A l'inverse, le Parti de Gauche a d'emblée écarté toute alliance même locale avec le PS, jugeant que celle-ci est incompatible avec les critiques fort justifiées de l'ensemble du Front de Gauche contre la politique du gouvernement PS.

Ce désaccord provoquait la surprise de beaucoup d'ouvriers qui ont attendu des consignes unitaires et claires de la part du Front de Gauche. Alors face à cette différence d'approche – pour ne pas dire divergence – des principales forces de cette coalition, ils se sentent désemparés. D'où la nécessité impérieuse d'examiner cette mésentente en vue de clarifier sa signification et de dégager ainsi la voie à suivre des travailleurs.

Qu'est-ce que le Front de Gauche ?

Il faut dire que ce désaccord persistant au sein de Front de Gauche ne nous surprend pas, nous marxistes. Car bien que nous pensions d'avoir en lui le premier fruit d'une tentative authentique de reconstruire le parti révolutionnaire de la classe ouvrière, à laquelle nous participons à part entière, nous sommes encore tout au début de ce processus.

Contrairement à certains camarades, qui le considèrent déjà comme l'ultime représentation politique de la classe ouvrière, nous pensons donc que le Front de Gauche n'en est que la première ébauche prometteuse, mais encore loin de ce but qui semble être sa vocation. Sa trajectoire est donc largement inachevée : il n'est pas unifiée, son caractère de classe reste indéfini, ses composants mélangent marxistes et non marxistes, révolutionnaires conséquents et non-révolutionnaires, et ainsi de suite.

Il reste encore un chemin considérable à parcourir jusqu'au parti ouvrier révolutionnaire marxiste dont la classe ouvrière et tous les travailleurs ont besoin. Ce chemin sera plus ou moins long, douloureux et difficile, parsemé de désaccords et de crises dont le dépassement positif constituera son avancée nécessaire. Nous ne pouvons pas prévoir son parcours entier mais nous devons être certains qu'il sera ponctué de désaccords et de crises, dont nous vivons actuellement la première manifestation.

D'une manière générale, on peut dire que parmi les militants qui se situent nettement à gauche du PS – des syndicalistes, des communistes et anciens communistes, de tendances variées qui se réclament de tel ou tel courant trotskyste, sans parler d'anarchistes de toute sorte – on retrouve assez souvent deux exagérations sur la nature du Front de Gauche, passablement compréhensibles dans l'actuelle situation de proscrire où se trouve la pensée marxiste répudiée, déjà maintes fois déformée et falsifiée. La première est un rejet catégorique qui, sur la base d'un formalisme abstrait et d'un pédantisme professoral, ne voit dans ce regroupement qu'une formation non marxiste, un conglomérat de rescapés d'anciens sociale-démocrates et d'ex-staliniens condamné par le passé compromis de ses composants définitivement révolus. Ce sectarisme, insensible et indifférent aux formes particulières que revêt la dynamique puissante de la résistance ouvrière constamment harcelée par les assauts du capital aux abois, est caractéristique de

certaines organisations traditionnelles qui, se réclament du trotskysme. Telles que le parti lambertiste du POI, la Lutte Ouvrière, de même qu'une bonne partie du NPA, ainsi que des mouvances influencées par eux.

A l'opposé, la seconde exagération prend ce Front de Gauche – ou l'un de ses composants – comme s'il était ce parti tant attendu de la classe ouvrière déjà prêt, sa construction achevée, dont le fonctionnement s'améliora en grandissant (parfois aux dépens des autres protagonistes). Il me semble que, hélas, outre un très grand nombre des membres de ses formations, l'écrasante majorité de leurs dirigeants soit, elle aussi, sur cette position. Or, l'un des inconvénients d'une telle vue consiste à ce qu'elle ne comprend pas l'irruption des divergences et des mésententes, produits pourtant naturels d'un mouvement en pleine construction. Elle les regarde comme des aberrations qui dérangent et menacent le bon fonctionnement de l'ensemble. En conséquence, les désaccords provoquent un blocage rigide et paralysant qui fige les contradictions en empêchant leur dénouement positif.

Dans ces conditions, la division qui frappe ainsi le Front de Gauche par deux tactiques différentes pour les élections renforce les maux de l'ensemble et les accentue. L'un de ceux-ci est l'inconséquence manifeste avec laquelle chacune de ces deux organisations applique son propre choix tactique, comme nous allons la voir plus loin, sans parler d'autres insuffisances. Elle révèle donc aussi que le Front de Gauche (ou l'un de ses composants) ne peut pas être considéré comme s'il était déjà ce nouveau parti révolutionnaire du prolétariat. Nous espérons tous qu'il réussira sa mutation indispensable. Un pas décisif vers ce but est justement le passage de cette épreuve actuelle de division par sa clarification et son dépassement positif vers une plus grande cohésion révolutionnaire. C'est à une telle solution que nous voudrions contribuer avec nos réflexions et remarques dont la première essaie de définir la place de ces élections

municipales dans la lutte actuelle et le rôle qu'elles pourraient y remplir.

Une situation inédite des contradictions

L'offensive perpétuelle du capital moribond au bout de ses forces, ainsi que la fragilité et les contradictions internes qui déchirent les forces politiques classiques de la bourgeoisie, y compris surtout celles du parti socialiste au gouvernail, gestionnaire de la faillite bourgeoise, de même que le poids écrasant des défaites et reculs successifs du mouvement ouvrier – confèrent une particularité exceptionnelle à l'étape actuelle. Cette spécificité imprime sa marque sur tous les mouvements et évènements, tels que les élections municipales. Elle est accentuée encore plus par la disponibilité grandissante des travailleurs acculés à se défendre vigoureusement mais qui cherchent difficilement l'issue dans le décombre des idéologies et d'organisations faillites sous la couverture du mouvement ouvrier, et entourés de pièges mortels. Néanmoins, c'est cette résistance qui, même souterraine, alimente, renouvelle et renforce les tentatives à reconstruire leur potentiel de combat, en premier lieu leur parti. Ce sont les principaux traits spécifiques qui déterminent la situation actuelle et qui interdisent de considérer les prochaines élections selon les schémas et les clichés auxquels nous nous sommes habitués pendant les décennies passées.

C'est la raison pour laquelle la totalité de vues et de conceptions envisageant ces élections comme à l'accoutumé, en tant qu'une sorte de compétition entre les partis en lice, manquent l'essentiel. Notamment, ils perdent de vue le caractère plus que probable de ces élections comme le moment possible et l'expression vraisemblable d'un certain mouvement de réaligement ou de redistribution de forces de classe, tout en remodelant la carte politique du pays.

Même les partis bourgeois et le parti socialiste de Hollande

sont effrayés par une telle possibilité et ne savent plus à quels saints se vouer et que faire pour conserver leur position face au Front national. Ils ne craignent point le Front de Gauche dont la division les rassure, – et cela est un signal sérieux d'avertissement. Dans une telle situation, contrairement à tous, nous marxistes ne considérons pas ces élections comme des compétitions habituelles, mais comme un possible moyen important pour le Front de Gauche de réaliser un grand pas supplémentaire en avant pour devenir ce nouveau parti de la classe ouvrière. Et c'est là où la tactique choisie peut jouer un rôle plus important que dans une autre situation « normale », plus apaisée et moins tendue.

Sur le contenu respectif des deux tactiques

La tactique du Parti Communiste qui vise une alliance avec les socialistes partout où un accord serait possible est assurément plus conforme aussi bien à la situation qu'à ses exigences. Car elle prend appui sur toute une vague de ressentiments critiques qui anime les militants socialistes contre la politique du gouvernement et nourrit les oppositions diverses dans ce parti. En outre, il a déjà inspiré un bon nombre de projets et d'accords locaux qui ont positivement infléchi et modifié les dispositifs du gouvernement. Potentiellement, elle sert comme un moyen efficace d'enfoncer un coin entre le gouvernement et une fraction de son parti, en ouvrant ainsi la voie d'un regroupement oppositionnel plus élargi.

Mais le défaut principal de la position du Parti de Gauche en refusant toute alliance locale avec les militants socialistes est, à l'inverse, de considérer le Parti Socialiste comme un bloc uni et homogène. Contrairement à l'évidence, il nie les frictions permanentes et les oppositions intérieures de ce parti. Alors au lieu de s'appuyer là-dessus, il cimente cet ensemble récalcitrant et prêt à exploser à la direction de Hollande et Cie.

Or cette divergence tactique recouvre aussi une prise de considération et/ou approche différentes quant à la réalité effective du Front de Gauche, – même si les partenaires-adversaires ne s'en rendent que partiellement compte ou pas du tout. Manifestement, le Parti de Gauche fait dériver sa tactique de deux estimations profondément erronées. Certes, aucune de celles-ci n'est pas franchement affirmée mais d'autant plus assumée.

D'une part, il présume que le Front de Gauche est déjà grosso modo ce nouveau parti accompli et reconnu des travailleurs, prêt à conquérir le pouvoir, et n'a besoin que grossir numériquement. Tant pis pour ceux qui suivent d'autres partis ou accordent encore leur vote, même sans illusions, au parti socialistes. Car contrairement à une croyance répandue, il en reste toujours un bon nombre. Et ceux, beaucoup plus nombreux, qui s'en détournant ne choisissent pas nécessairement le Front (ou le Parti) de Gauche mais, dans le meilleur (?) des cas, ils se replient dans l'abstention.

D'autre part, et cela s'apparente à cette vue non réaliste, le Parti de Gauche imagine de pouvoir conquérir le pouvoir en accroissant ses votes. Mais cela est difficilement concevable même pour une formation politique accommodante avec le système capitaliste et ses mesures de sauvetage. Or l'orientation du Front de Gauche et sa tendance fondamentale vont nettement au-delà de ce système. Par conséquent, la plupart de ses revendications sont incompatibles avec le maintien et, à plus forte raison, avec l'actuelle défense acharnée de celui-ci. Un affrontement majeur et permanent est inscrit dans ce rapport qui impose une investigation sérieuse et une étude approfondie des conditions de ce conflit ainsi que celles de sa méthode.

Que disent les enseignements historiques ?

Pour mieux évaluer, non pas seulement l'insuffisance d'un raid direct à l'assaut du pouvoir mais ses dangers multiples, on doit se tourner vers le passé du mouvement ouvrier marxiste

qui dispose d'expériences théoriques et pratiques abondantes à ce sujet. (Pourvu, bien entendu, que l'on veuille réellement supplanter le pouvoir de la bourgeoisie, au lieu de l'amender simplement.) Hélas, il n'est possible ici qu'en indiquer quelques références essentielles sans développer l'ensemble de ce thème.

C'était la III^e Internationale de Lénine qui a, dès son 2^e congrès, ouvert le feu contre le sectarisme, cette « maladie infantile du communisme », frère jumeau de l'opportunisme. Puis en 1921, le 3^e congrès élargissait cette lutte en un combat vigoureux contre l'ultra gauchisme en élaborant la tactique communiste pour la conquête de la majorité des travailleurs. Dans ses « Thèses sur la tactique » il partait du constat que « La théorie du renforcement du communisme par la propagande et l'agitation... a fait complètement faillite ». En outre, il insistait que « Même les plus petits des partis communistes ne doivent pas se borner à la simple propagande et à l'agitation. Ils doivent constituer... l'avant-garde qui montre aux masses retardataires, hésitantes, en formulant pour elles des buts concrets de combat, en les incitant à lutter pour réclamer leurs besoins vitaux, comment il faut mener la bataille et qui, par-là, leur révèle la trahison de tous les partis non communistes. C'est seulement à condition de savoir se mettre à la tête du prolétariat dans tous ses combats (souligné par moi – B.N.) et de provoquer ces combats que les partis communistes peuvent gagner effectivement les grandes masses prolétaires... »

C'est pour engager ce combat que déjà la III^e Internationale a expliqué la nécessité de former tout un « système de revendications » partielles, – développé ultérieurement par Trotsky dans le célèbre Programme de Transition de la IV^e Internationale. Ces Thèses ont bien précisé la nature de ces « revendications partielles » qui « ... dans leur ensemble démolissent la puissance de la bourgeoisie, organisent le prolétariat et constituent les étapes de la lutte pour la

dictature prolétarienne et dont chacune en particulier donne son expression à un besoin de larges masses, même si ces masses ne se placent pas encore consciemment sur le terrain de la dictature du prolétariat. »

La majorité de la III^e Internationale a suivi Lénine qui, dans ses nombreux discours et articles, a sévèrement condamné la soi-disant « théorie de l'offensive » que plusieurs jeunes partis communistes ont adoptée, et souligné l'importance capitale de la préparation de la prise de pouvoir. Dans son discours devant le congrès, il a critiqué l'italien Terracini qui « a défendu la théorie de l'offensive et s'est référé « aux tendances dynamiques » et « à la transition de la passivité à l'activité » (qui) sont des phrases – disait Lénine – que les essers de gauche (socialistes révolutionnaires) ont mis en circulation contre nous. » Plus loin, il ajoutait : « S'ils disent que nous avons vaincu en Russie, n'ayant pourtant pas un grand parti, ils prouvent par cela qu'ils n'ont pas compris la révolution russe et ne comprennent absolument pas comment faut-il préparer la révolution. »

En parlant de la nécessité de gagner la masse des travailleurs à gagner, Lénine a bien précisé : « La notion de la masse change dans la mesure où l'on compte dans la majorité non seulement la simple majorité des ouvriers mais celle de tous les exploités ; toute autre interprétation est inadmissible pour un révolutionnaire... on a besoin non seulement de la majorité de la classe ouvrière... mais aussi de celle de la population rurale travailleuse et exploitée. »

Puis, les « Thèses sur l'unité du front prolétarien » du 4^e congrès ont complété cette tactique en 1921, mais en vigueur déjà depuis le début de la III^e Internationale. Elles affirmaient que « ...les partis communistes s'efforcent... de réaliser une unité aussi complète que possible des masses ouvrières sur le terrain de l'action pratique ». Elles soulignaient : « Quelles que soient les trahisons,... les

communistes...se verront forcés de proposer aux réformistes, avant toute grève générale, avant toute manifestation révolutionnaire, avant toute action des masses de s'associer à cette action, et, sitôt que les réformistes s'y seront refusés, de les démasquer devant la classe ouvrière. La conquête des masses ouvrières apolitiques nous sera ainsi facilitée. »

Contrairement à la croyance répandue, cette politique de front unique prolétarien est une tactique générale et permanente. Elle ne se limite pas seulement à une politique temporaire appliquée face à la menace des dangers tel que le fascisme. (Encore qu'aujourd'hui en France une telle menace est bien réelle, représentée par l'avance nette du Front national.) Mais de tout temps elle fait partie intégrante de l'arsenal d'un parti ouvrier digne de ce nom dans sa lutte pour la conquête de la majorité prolétarienne.

Ci-dessus, j'ai mentionné le fait que dans les années trente Trotsky a développé cette tactique, entre autres, par l'élaboration de ces « revendications partielles » dans le Programme de Transition. Parallèlement, il a impulsé la tactique du front unique, en particulier dans les syndicats et vers les partis socialistes de l'époque.

Mais il importe de souligner aussi le fait moins connu que, à peu près dans la même époque, le dirigeant communiste italien Antonio Gramsci, incarcéré dans le prison fasciste, a largement contribué à développer cette même orientation tactique. Certainement, son emprisonnement en le privant de toute action politique explique le caractère plus « philosophique » de ses études et argumentations, moins liées à la pratique immédiate et moins concrétisées que celles de Trotsky. Mais si elles perdent ainsi la fraîcheur politique, elles regagnent cela en profondeur de la généralisation. En tout état de cause, les analyses de Trotsky et de Gramsci s'épaulent et se complètent pour exposer et clarifier la tactique du parti prolétarien.

Dans ses « Cahiers de prison » Gramsci part aussi du riche héritage de l'Internationale de Lénine. Déjà avant son emprisonnement, ces mêmes considérations l'ont dressé contre la politique aventurière de la soi-disant « troisième période » de la III^e Internationale stalinienne en lui opposant les fameuses « Thèses de Lyon » (en 1926) du parti communiste italien basées sur ces principes nettement orientées pour la conquête des masses face à l'offensive aventurière ultra gauche de la Comintern stalinienne. Au cours des années de la rédaction de ses « Cahiers de prison », il a développé ces vues en un vaste ensemble théorique de la conquête du pouvoir. Loin d'examiner toute l'étendue de cette importante élaboration théorique, on pourrait en résumer sommairement l'essentiel de la manière suivante.

En partant des réflexions de Lénine concernant la différence des conditions plus difficile de la prise de pouvoir dans les pays occidentaux développés de celles des pays arriérés comme fut la Russie, Gramsci arrivait à la conclusion qu'à l'Ouest l'état bourgeois, épaulé et renforcé par tout un ensemble d'institutions et de mouvements, est infiniment plus solide que dans les pays moins développés comme l'était la Russie tsariste. En conséquence, au lieu d'une « guerre de manœuvre » rapide, directe et offensive, comme la révolution russe, le prolétariat occidental a besoin dans sa lutte pour le pouvoir de développer tout une « guerre de position » tenace et patiente pour obtenir une majorité victorieuse. Comme Gramsci écrivait à la fin de 1930 : « ...il me semble qu'Ilitch (Lénine) a compris qu'un changement était nécessaire de la guerre de manœuvre appliquée victorieusement à l'Est en 1917 à une guerre de position qu'était la seule possible à l'Ouest... C'est cela que la formule de « Front Unique » me semble de signifier. » (L'impression comme si la politique de front unique n'eut été appliquée aussi en Russie, est due ici probablement à l'imprécision de la formulation citée de Gramsci mais ne correspond pas à sa pensée générale.)

Ce court rappel à l'héritage de la III^e Internationale de Lénine, repris, accentué et développé par Trotsky et Gramsci face à l'ensemble de la dégénérescence stalinienne, condamne sévèrement l'ultra gauchisme pratiqué très souvent par le stalinisme. Or aujourd'hui, plusieurs organisations suivent plutôt cette mauvaise tradition popularisée par l'aventurisme stalinien, et non pas celles de la théorie et de l'expérience marxistes. Naturellement, on peut objecter à ces remarques que l'ensemble de Front de Gauche et aucune de ses organisations prises séparément ne sont pas ces partis marxistes inspirés par les idées de Lénine. Ils ne prétendent même pas à ce titre. Or justement, de cette carence que j'ai parlée au début de cet article, comme l'insuffisance de développement de Front de Gauche en tant que le nouveau parti prolétarien enfin reconstruit.

Pour une évaluation des expériences récentes

En réalité, le Front de Gauche dispose, lui aussi, d'expériences riches dans ce domaine pour en tirer de conclusions précieuses. De ce point de vue, sa participation aux élections législatives de 2012 ainsi que les résultats obtenus de celles-ci fournissent des enseignements appréciables.

Il était tout à fait compréhensible que, confiant en un développement rapide et imprévu du Front de Gauche attesté par son résultat spectaculaire aux élections présidentielles, Jean-Luc Mélenchon aille affronter tout seul, sans alliance le chef du Front National au Pas de Calais. Même si cette décision semblait correspondre plutôt à un défi personnel qu'à une réflexion politique pour gagner un siège précieux à l'Assemblée. Après tout, l'ambiance politique générale semblait favoriser toute l'audace d'un tel choix.

Or les résultats de ces élections ont cruellement démenti ces espoirs en révélant que ce qui se montrait comme une confiance n'était en fait qu'une illusion. Un examen attentif des

résultats autorise à en déduire quelques enseignements qui corroborent les leçons historiques théoriques et pratiques.

C'est le candidat local du Parti Socialiste, Philippe Kemel qui a gagné les élections avec 50,11 % des voix devant Marine Le Pen à 49,89 %, – mais d'une extrême justesse avec seulement 116 (!) voix de plus que Le Pen ! Mélenchon n'arrivait qu'à la troisième place, très loin derrière avec moins que la moitié de voix (21,48 %) que Le Pen. On évitait à peine un véritable désastre politique !

Or, si l'on prend en considération que plus de 40 % des inscrits se sont abstenus de voter, l'issue apparaît franchement catastrophique -, mais qui, en même temps, permet de préciser davantage le motif de cette déroute du Front de Gauche. Cette proportion très élevée des abstentions démontre que si les partis politiques traditionnels de la gauche ont perdu la confiance d'un très grand nombre des travailleurs, la nouvelle formation du Front de Gauche est encore loin de les avoir conquise. En tout cas, le PS de Pas de Calais en a conservé nettement plus que le Front de Gauche avait pu en gagner.

Depuis cette date, la situation n'évoluait que sur le seul point de l'accélération de la perte de confiance vis-à-vis du Parti Socialiste. Mais elle reste plus ou moins stationnaire, ou en tout cas, bien en deçà des espoirs d'un développement d'envergure du Front de Gauche. Ce piétinement n'a pas échappé à l'attention de la masse de journalistes bourgeois qui, en l'observant, ne peuvent pas retenir leur contentement. Mais hélas, il ne s'agit pas seulement d'une joie maligne des adversaires, due à leur intérêt de classe habituel.

Parmi les organisations réunies dans le Front de Gauche, la « Gauche Unitaire », par exemple, (une partie des anciens de la LCR) critique aussi la tactique de « cavalier seul » choisie par le Parti de Gauche. Son responsable Christian Picquet la déplore ouvertement dans un article de titre suggestif « Pour

un Front de Gauche uni et rassembleur ». Il y affirme carrément que « ...le Front de Gauche ne parvient pas, depuis dix-huit mois, à élargir l'influence acquise... il enregistre même une stagnation certaine, laquelle traduit notre évidente difficulté à apparaître comme une solution de pouvoir crédible ». Ce constat sévère coïncide entièrement avec notre observation ci-dessus, y compris le début de cette « stagnation » lors des élections au Pas de Calais.

Avant d'aller plus loin, il est nécessaire de rappeler, justement en rapport avec l'estimation critique du camarade Picquet, que le plus souvent on oppose comme argument, à la tactique du PCF et par voie de conséquence à notre conception sur la nécessité d'une alliance avec certains socialistes locaux, qu'une telle tactique « briserait une dynamique positive de la lutte » entamée par le Front de Gauche lors des élections présidentielles. Mais cet « argument » est illusoire. D'une part, il s'avère que la dynamique évoquée, si elle subsiste toujours, elle était considérablement affaiblie, comme les élections législatives l'ont prouvée et plusieurs actions de masse l'ont confirmée. D'autre part, c'est précisément en vue de redynamiser cette lutte qu'il importe de sortir d'un certain ghetto dans lequel ces élections, malgré les attentes et les espoirs, ont repoussé le Front de Gauche. Il est indéniable que la préoccupation principale du camarade Picquet est de trouver la sortie de ce retard par une tactique correcte pour les municipales.

Il débute son article par déclarer que « Je ne veux ici ni m'abstenir du début sur ces enjeux électoraux, ni prêter une voix à une controverse en laquelle Le Monde voyait... un Front de Gauche au bord de l'implosion. Mais plutôt développer l'idée que c'est un problème politique compliqué, nous renvoyant aux défis considérables de la période que nous devons aujourd'hui affronter. Et non à des calculs électoraux qui pourraient sembler d'autant plus étroits qu'ils concernent les municipales du mars prochain... »

On y voit donc l'annonce prudente et bien timide d'une critique, même si celle-ci est soigneusement enveloppée par une série de réserves mentales où le camarade Picquet cherche curieusement à se justifier et à se faire pardonner. Mais personne ne gagne rien en parlant de vouloir « développer l'idée que c'est un problème politique compliqué », au lieu d'aborder carrément le sujet. Une critique doit être claire et précise pour qu'elle soit utile et efficace.

Fort heureusement, le camarade Picquet arrive assez rapidement à se dégager de son héritage de parler à côté. Il appelle le Front de Gauche à dépasser le stade d'une simple opposition radicale pour partir impérativement « ...à la conquête des secteurs de la gauche », puis, par un sous-titre suggestif, il lui préconise de « Faire mouvement vers le reste de la gauche ». Il y établit à juste titre que « ... dès lors qu'une majorité est gagnable dans la gauche à un changement de cap, il convient de viser le rassemblement le plus large ». On ne peut que saluer cette intention à regrouper une gauche agrandie lors de ces élections municipales.

Mais malheureusement cette intention louable qui met en question la tactique d'affronter seul les élections s'arrête à mi-chemin. D'une part parce que, semblable en ceci à tous les partis sans exception, cette intention aussi se situe strictement au niveau étroit des élections, et c'est seulement sur ce plan qu'elle y voit une occasion à saisir, un levier pour augmenter ses forces. D'autre part, et pour cela même, son intention, même correcte reste au degré insuffisant d'un simple – désir ou volonté. Même s'il faut reconnaître que le camarade Picquet ressent également la nécessité de quelque chose de plus concret que la proposition d'un vague élargissement. C'est pour cette raison qu'il ajoute que « ...l'unité est indissociable du projet transformateur audacieux... elle est simultanément la condition de la confiance

que la classe travailleuse peut retrouver ses forces ». Hélas, cette suggestion pourtant entièrement valable est très floue, trop générale, incertaine et lapidaire pour être prise en considération.

Flottements politiques et inconséquences des positions

Force est de constater qu'après avoir défini leurs tactiques différentes, les deux principaux partis du Front de Gauche les appliquent de façon inconséquente et contradictoire. La ligne politique du Parti Communiste bien qu'elle paraisse comme une ouverture vers les forces saines du PS, n'est en définitif qu'une habituelle manœuvre électorale qui, au lieu de s'épanouir vers un développement de la lutte des travailleurs, s'enferme encore plus dans le cage étreint d'un jeu électoral.

Lors des négociations de l'accord, apparemment, le PC a renoncé à des revendications plus radicales, se contentant à rallier les militants du PS déjà décidés de modifier certaines mesures du gouvernement. Conformément à ces marchandages où il était le partenaire plutôt demandeur que celui de revendicateur, il a mené ces pourparlers souvent en catimini, parfois même derrière le dos du Parti de Gauche. Tout cela explique la grande retenue, le caractère notablement modéré de ces accord-programmes par rapport aux dispositifs gouvernementaux.

Mais ce qui dévaluait et rabaissait définitivement ces négociations, c'est qu'elles ont été menées en exclusion totale des travailleurs concernés, sans leur participation, ni même leur information. Alors que tout accord politique et leurs tractations devraient se dérouler devant les yeux des travailleurs, avec leur concours effectif. La cachotterie bureaucratique qui entourait ces pourparlers et les réduisait à la complicité des chancelleries, est un très lourd héritage du stalinisme dont le Parti Communiste a manifestement d'immense difficulté de se débarrasser.

Cette coutume bureaucratique de se tourner vers les militants du PS – même si elle se distingue positivement de « l'accord Marché-Mitterrand » d'il y a quelques années -, compromet l'ouverture vers ces militants et la transforme en son pâle reflet caricatural. Rien d'étonnant donc qu'elle rebutait son partenaire le Parti de Gauche et renforçait l'obstination du camarade Mélenchon de persister dans sa ligne observée déjà auparavant. (Depuis, la tactique du PCF a même perdu sa seule justification, à savoir son intention de ne vouloir s'allier qu'avec les socialistes locaux plus ou moins opposés au gouvernement. Notamment à Lyon, il réalisait une alliance pourrie avec l'un des pires soutiens de Hollande, le maire PS Collomb. Et cela contre plusieurs de ses propres candidats qui, face à ce maire droitier se sont alliés au Parti de Gauche local. Il s'est donc avéré qu'au lieu d'une tactique correcte pour briser l'alignement du PS derrière la politique de Hollande, les forces bureaucratiques municipales du PCF sont en train de renouveler leur tactique sans principe de s'allier avec le PS gouvernemental.)

Mais il est et serait une erreur impardonnable et fatale d'imaginer qu'un retranchement rigide, proche d'un blocage ultra gauchiste, pourrait constituer une alternative valable à l'alliance bâclée choisie par le PCF ou à sa capitulation.

Ci-dessus on disait déjà que le Parti de Gauche considère le Parti Socialiste comme un bloc uniforme, perdu entièrement. Il va si loin dans ce mépris à l'égard de tous les membres de ce parti, les associant au gouvernement, qu'il leur refuse même l'appellation « socialiste », les nommant dédaigneusement (et puérilement) des simples « solfériniens ».

Mais avant de démontrer les failles évidentes d'une telle vue, il importe de souligner qu'une telle position sommaire suppose que le Parti de Gauche (ou le Front de Gauche) soit capable de redoubler son influence et de prendre ainsi seul le pouvoir en se dressant contre la totalité des militants restés dans d'autres partis, y compris le PS. Or déjà ses courtes

expériences contredisent une telle croyance qui, pourtant, s'est emparée de la direction du parti. Malgré son programme opposé à l'austérité en faveur des travailleurs et malgré la volonté et l'opiniâtreté de ses militants de convaincre les travailleurs de la justesse de ce programme, le Front de Gauche marque le pas, comme le camarade Picquet l'affirme. Arrivé à un certain seuil de développement, il ne parvient pas à dépasser ce point critique pour accéder à la dimension supérieure requise.

Assurément, il s'agit là d'une carence sérieuse de la méthode choisie et pratiquée par le Parti de Gauche, notamment, de vouloir convaincre tout le monde de la justesse de sa politique exclusivement par la propagande. Visiblement, il est persuadé qu'il suffit de présenter sa vérité pour qu'elle soit non seulement acceptée mais, surtout, mis en pratique par les travailleurs. Il est d'autant plus certain du bien-fondé de ce propagandisme, que son avance spectaculaire a été effectivement facilitée par le talent oratoire du camarade Mélenchon.

Mais aucun enchantement ou séduction ne peut remplacer une méthode correcte et un comportement politique juste. Après avoir reconnu les superstitions comme telles, il est temps de régler son compte à cette magie du verbe également qui semble envoûter encore certains militants et leurs dirigeants. Il est bien connu qu'au dernier congrès de la CGT le camarade Mélenchon a recueilli bien plus d'applaudissements que le secrétaire Thierry Lepaon. Pourtant, les militants de la CGT suivent les consignes de ce dernier, et non pas ceux, plus corrects du camarade Mélenchon. Et lorsqu'on avance le fait, comme un argument contre la tactique électorale ouverte vers les membres du PS, qu'au rassemblement des militants parisiens du PCF plus de 40 % ont voté pour l'union du Front de Gauche et seulement 57 % votaient l'alliance avec le PS, on oublie la réalité effective. Certes, ce vote est très important comme un indice, et il serait une erreur d'en sous-

estimer la portée. Mais un indice de sympathie même sérieuse reste un indice et ne remplace pas une politique par une autre. Ainsi les membres du PC qui votaient pour une alliance électorale avec Mélenchon, appliquent néanmoins et sans hésitations la politique opposée définie par leur direction. Il n'y avait même pas l'ombre d'une tendance cristallisée au sein du PCF, sans parler d'une opposition organisée. Quant aux transferts des membres de ce parti vers le Parti de Gauche, même le camarade Mélenchon n'en rêve pas.

Certainement, le Parti de Gauche ressent aussi l'ampleur limitée de ses forces et, en cherchant des alliés pour les élections, il en fournissait la preuve, tout en contredisant sa propre tactique de s'y porter seul. En plusieurs villes il a passé des accords électoraux avec les écologistes. Sans en relever ni la teneur ni la signification politique particulière, nous devons désigner là une inconséquence politique flagrante. D'une part, parce que contrairement à sa tactique de se présenter seul, et à sa critique du PCF sur cette base, il nouait aussi des alliances électorales. D'autre part, et surtout, parce qu'alors que sa critique vise l'alliance du PC avec les membres d'un parti du gouvernement, le Parti de Gauche s'approche là d'un autre parti qui, lui aussi, fait partie de ce même gouvernement.

Ainsi la boucle est bouclée. Il faut en conclure avec regret que si le Parti de Gauche se place, comme tous autres partis, entièrement sur le terrain électoral et de ses marchandages, il espère, en outre, de pouvoir gagner cette fois-ci quelques écologistes par sa méthode accoutumée d'un propagandisme stérile. Or celui-ci est, de nouveau, en train de démontrer son inefficacité. Malgré les sympathies d'Eva Joly à l'égard de Front de Gauche et en dépit de la rupture de Noël Mamère avec les écologistes officiels, aussi bien l'un que l'autre garde ses distances vis-à-vis de Front de Gauche. Mais précisons aussitôt qu'étant donné leur illusion inflexible sur la capacité du capitalisme de se corriger – dont ils se

rendent compte eux-mêmes mieux que le Parti de Gauche – il faut s'en féliciter. Visiblement, ce ne sont pas des arguments politiques ou le programme de ce parti qui ébranlent leurs illusions chimériques.

Rupture avec l'électoratisme en évitant les chausse-trappes

Pour la clarification du problème qui nous préoccupe il est de la plus haute importance de réaffirmer l'ancienne tradition trahie, reniée et émoussée du mouvement ouvrier révolutionnaire et du marxisme à l'égard des élections (législatives et/ou municipales). Ce passé aujourd'hui désavoué ou abandonné nous enseigne que la participation aux élections et leur utilisation sont strictement subordonnées aux méthodes et aux organisations directes de la lutte de la classe ouvrière et des travailleurs. Faute de quoi, toute participation électorale vire inévitablement au parlementarisme, à savoir à l'adhésion de la démocratie bourgeoise par l'adaptation à ses institutions – y compris les municipalités – et à ses règles. Par ailleurs, les organisations concernées du Front de Gauche ont assez de temps jusqu'aux élections pour surmonter de façon positive les divergences surgies et motivées par les calculs électoraux. Mais ce n'est possible qu'avec leur volonté de dépasser l'horizon parlementariste (ou municipaliste !) par l'organisation de la lutte des travailleurs sur la base d'un programme extra parlementaire (ou dépassant la municipalité proprement dite).

Le camarade Picquet a raison dans son texte de chercher le chemin dans cette direction mais il en faut beaucoup plus que ses indications approximatives. Même sa tentative à préciser sommairement trois domaines dans ce sens est bâclée, car elle passe à côté de problèmes fondamentaux et immédiats des travailleurs. Sauf son appel à se tourner vers les syndicats (mais qui est suspendu à l'air en limitant l'objectif à s'opposer contre la hausse de la TVA), ses propositions à s'allier avec les divers autres secteurs de la gauche ainsi

qu'à « dépasser le fonctionnement cartellisé » du Front de Gauche pour l'homogénéiser, – restent en dehors de préoccupations et de problèmes vitaux des travailleurs.

Sous ce rapport, on ne peut pas nier et négliger le fait positif que, bien entendu, le Front de Gauche éprouve, lui aussi, le besoin de se dégager d'un parlementarisme borné et avilissant en se tournant régulièrement vers les masses travailleuses pour les appeler à manifester pour tel ou tel objectif ponctuel et réel ou, à l'envers, contre des mesures bourgeois. C'est ainsi que dernièrement, le 1^{er} décembre, en réunissant de nouveau ses deux grands partis, il a organisé une manifestation centrale à Paris pour une « révolution fiscale » et contre la hausse prévue de la TVA. Or, désigner la fiscalité comme le terrain de lutte des travailleurs et l'objet de leur confrontation avec le gouvernement est manifestement une immense bévue qui, au lieu de frapper l'ennemi, tape bien à côté, – dans le meilleur des cas.

La fiscalité, comme telle n'est pas la préoccupation centrale, ni même décisive ou particulièrement importante du prolétariat. Par contre, elle est très importante pour la bourgeoisie pour qui la réduction de ses impôts était et reste une exigence constante. Surtout dans ces derniers temps où elle la lance comme l'un de ses chevaux de bataille dans sa lutte pour la suppression des acquis sociaux. Car c'est aussi par la diminution de ses impôts qu'elle espère de sortir de la crise à son avantage en affaiblissant, puis en démolissant ainsi cette ressource financière des avantages conquis des travailleurs. La fiscalité lui sert d'arme efficace également pour faciliter la concentration et la centralisation du capital par l'élimination des plus faibles et, surtout, par la destruction des classes intermédiaires petites-bourgeoises. Pour cette dernière raison, l'allègement de la fiscalité, concrètement la réduction des impôts et des taxes est une revendication centrale de la petite-bourgeoise qui, avec les couches bourgeoises ruinées par la concurrence y voient leur

planche de salut.

Cependant et bien évidemment, la classe ouvrière et ses organisations peuvent – elles doivent même ! – offrir leur appui à la petite- et moyenne paysannerie, aux artisans et commerçants écrasés et menacés en luttant contre leur imposition accablante. De même, la classe ouvrière mène un combat inlassable pour un système d'impôt effectivement progressif, comme l'une de ses revendications de transition pour défendre ses salaires réels et relatifs ainsi que pour augmenter le fardeau de la bourgeoisie. Mais à la condition expresse et indispensable que ces revendications fiscales soient clairement subordonnées aux objectifs de la lutte fondamentale contre le capital et non pas pour remplacer ceux-ci par une soi-disant « meilleure » fiscalité.

Parce que, contrairement aux mensonges intéressés et aux affabulations répandues, on ne peut pas avoir une redistribution des richesses juste et équitable dans une société de classe injuste et inégalitaire. Le capitalisme ne peut avoir qu'un système de redistribution à son image capitaliste dont la fiscalité est le moyen correspondant. Plus ce système est aux abois comme aujourd'hui, plus sa fiscalité est envahissante, agressive et partielle. Concrètement, cela signifie que l'un des aspects actuel de l'agonie avancée du capitalisme est l'endettement colossal sans retour de tous les Etats (sans parler d'autres endettés !), et le caractère assaillant et prépondérant d'une fiscalité omniprésente, arbitraire et inégalitaire découle directement de cette plaie fatale du capital. Ce dernier utilise la fiscalité de son Etat comme un fauve mortellement blessé qui se défend et protège ses congénères en sortant ses dents et griffes acérées. Il est donc une grande erreur de séparer la fiscalité tyrannique, injuste et capricieuse de sa source imminente et la présenter comme un secteur indépendant de l'ensemble socio-économique du système et de ses maladies actuelles et, qui plus est, comme si elle était son élément déterminant. Alors que même les

propres gouvernants de ce capitalisme l'appellent ouvertement et cyniquement comme une contrepartie de l'endettement monumental de l'Etat et comme le moyen de son règlement.

C'est aussi la confusion qui règne dans ce domaine qui, le 2 novembre, a rendu possible l'égaré malheureux du syndicat Force Ouvrière en Bretagne dans son alliance contre-nature avec les patrons de la région lors de la manifestation à Quimper. (Remarquons, en passant, que cette perversion des dirigeants anarchistes de ce syndicat n'est pas étrangère de leur passé lorsque le dirigeant anarchiste de F.O. de Loire Atlantique, feu Alexandre Hébert s'acoquinait déjà avec les bourgeois locaux sous l'œil bienveillant de son allié syndical Pierre Lambert.)

Le camarade Mélenchon avait donc mille fois raison de condamner sévèrement cette déchéance du 2 novembre. Il est alors d'autant plus regrettable qu'il soit tombé ensuite dans ce même piège fiscal – bien que sans aucun pacte répréhensible, pour ainsi dire « indépendamment ». Bien pire, il s'est fourvoyé dedans par une surenchère qui allait bien au-delà d'une simple protestation en rajoutant (comme s'il s'agissait d'une rivalité) son engagement, cette fois-ci ensemble avec le PC, pour une « révolution fiscale ». Ni plus ni moins. Mais chaque travailleur ressent que cet objectif n'est qu'une prêche chimérique dans le capitalisme. Il ne fait dans ces conditions que galvauder l'idée et la pratique de la révolution en rabattant cette orientation au voisinage de la réclame d'une vulgaire lessive quelconque. Alors que la démarche correcte serait de se dresser non pas face à cet alourdissement fiscal mais contre sa source immédiate, cette manifestation apoplectique, cruelle et violente du capital agonisant, qu'est l'endettement gigantesque et généralisé.

On sait pourtant que le Front de Gauche est profondément hostile à ce fléau d'endettement. Déjà il s'est élevé pour exiger sa répudiation, plus exactement, une enquête publique et indépendante pour examiner sa légitimité. Nous savons

d'avance qu'il est illégal et on devrait le supprimer purement et simplement. Mais la justesse de cet acte devrait être démontrée aux yeux de tous, ce qui explique la nécessité d'une telle enquête. Ainsi le Front de Gauche, au lieu de fantasmer sur une « révolution fiscale » imaginaire, et de rivaliser avec la bourgeoisie sur ce terrain, pourrait et devrait reprendre ce mot d'ordre et le populariser. Il recueillerait sans doute l'approbation des travailleurs et le soutien de leurs militants. Du coup, il s'emparerait aussi de problèmes réels des municipalités appauvries et rendues impuissantes face à leurs tâches multiples alourdies par leur endettement excessif.

/Il est parfaitement justifié que dans ce cadre spécial consacré à la fiscalité, on fasse un petit détour sur la discussion entre François Chesnais et Thomas Piketty autour du dernier livre de celui-ci »Le capital au XXIe siècle ». Après avoir établi correctement que dans ce livre Piketty « va traiter (surtout) de l'évolution de la répartition des richesses », Chesnais critique avec raison cette conception sur l'inégalité (répartition des richesses) où « il est très peu question de la propriété des moyens de production comme étant leur fondements ».

Or, ce genre de remarque courte est à peu près la seule, sans aller plus loin dans son discussion très aimable et courtois ! Alors que le problème de fond est justement cette véritable dissimulation de l'origine et de la source de tous les maux du capitalisme résidant dans la production elle-même (plus-value et profit) par son remplacement avec le système de répartition-distribution quasi autonome qui pourrait être amélioré indépendamment de la production. Ici, on ne peut pas traiter l'ensemble de ce livre de Piketty mais simplement remarquer que cet économiste est l'un des idéologues principaux de ce courant très en vogue aujourd'hui pour canaliser les croissants ressentiments anticapitalistes dans cette fausse route de répartition-distribution. Chesnais en

est tout à fait conscient. Il est donc beau à constater dans son style inimitable d'intellectuel bien élevé que « les conditions sociales de cette production (capitaliste) détermine dès le départ les configurations de cette répartition », il ne développe pas ce court passage en une explication plus poussée, et encore moins étend-t-il celle-ci sur son rôle dans les plans et programmes de nombreux courants et partis politiques de « réformateurs » du capitalisme. C'est un grand dommage d'autant plus qu'il y a une vingtaine d'années, Chesnais s'est compté encore parmi les économistes marxistes déjà peu nombreux d'où il ne s'est rétrogradé au niveau des anticapitalistes petits-bourgeois de l'Attac que récemment./

Le sens véridique du chômage – qui réclame un programme adéquat pour le combattre

Bien que les prochaines élections (mars 2014) soient municipales, il serait une erreur manifeste de limiter leur enjeu aux problèmes locaux, malgré l'importance de ceux-ci. D'une part, l'état avancé de la démolition bourgeoise des acquis sociaux sur tous les terrains (transmise et organisée par le gouvernement PS-Verts) et la situation rapidement et continuellement dégradée des travailleurs ainsi que, d'autre part, les exigences de la construction et du renforcement du parti politique de la classe ouvrière appellent impérativement un programme de lutte qui unit les travailleurs de toutes les municipalités au-delà de leurs revendications locales. Un tel programme devrait nécessairement combattre la source même de tous les maux, à savoir le système capitaliste lui-même, au lieu de se perdre dans l'une des impasses de son « amélioration » illusoire. Une telle orientation globale le distingue aussi des critiques occasionnelles et éparses dont les cibles changent à peu près tous les mois. Forcément, c'est uniquement par un tel projet que l'on s'oppose réellement au gérant du capitalisme moribond qu'est le gouvernement. C'est la seule voie également pour rassembler les travailleurs pour

un combat réel, et aussi pour enfoncer le coin entre le gouvernement et tous ceux qui veulent effectivement lutter pour les intérêts des travailleurs, y compris certains membres et cadres du PS.

Un tel programme ne demande pas un effort laborieux et difficile, car il n'est pas une invention artificielle. Il découle directement de la situation et répond aux soucis immédiats de tous les travailleurs. Aujourd'hui, il concerne le chômage massif qui frappe déjà une partie croissante des travailleurs et menace tous les autres. C'est un chômage de masse dont les raisons et les motifs vont bien au-delà de ceux qui produisent, maintiennent et augmentent « l'armée industrielle de réserve », ce fléau traditionnel, classique du capitalisme. Cette fois-ci, il y a beaucoup plus. Dans sa masse, il n'est plus seulement le produit inévitable de l'expansion contradictoire du capitalisme, mais bien au contraire, il est le signe décisif, l'une des conséquences directes, une séquelle inéluctable traumatisante de l'agonie du capitalisme. Ce n'est plus seulement une armée de réserve où le capital recrute les ouvriers selon les besoins de son expansion. Les chômeurs actuels sont majoritairement exclus de la production une fois pour tout, sans aucun espoir de retour. Leur nombre croissant est la preuve la plus éloquente et la plus convaincante que la fameuse croissance économique – même si elle se produit par moments çà et là – est devenue partout notoirement insuffisante.

L'explication vulgaire de ce phénomène est simple. Tout le monde la connaît et tous en parlent abondamment, sans pour autant examiner tant soit peu sérieusement ni ses causes ni ses conséquences. En gros, il s'agit du démantèlement gigantesque de l'industrie, une véritable contre-révolution industrielle qui, pendant les dernières décennies, a ravagé tous les pays capitalistes économiquement avancés. C'est dans cette inanition d'épuisement – due à l'impasse historique de la production basée sur et régie par le profit – que la crise

s'est muée d'une purge passagère en une fièvre permanente et universelle affaiblissant considérablement le malade agonisant.

C'est très brièvement et sommairement que je précise ici que cet « épuisement » et cette « impasse historique de la production » capitaliste signifiait la chute générale du taux de profit et l'orientation globale concomitante du capitalisme mondial, d'une part, par le transfert de la production vers les lieux plus « rentables » et, d'autre part, vers l'extension et la domination hégémonique de la finance.

Les faillites successives en chaîne des centaines d'entreprises rendent ce tableau particulièrement sombre que le processus de la concentration-centralisation ainsi accélérée sanctionnait douloureusement. On ne revient pas ici sur ses données statistiques calamiteuses qui, au cours des trente dernières années, troublaient et alarmaient de plus en plus même les gérants politiques zélés de ce système. Une courte remarque s'impose ici pour souligner deux faits historiques importants. D'un côté la triste réalité que le chômage a toujours sévi dans le capitalisme comme son corollaire mortel, sa part organique et naturel. Même pendant les fameuses « trente glorieuses » (1945-75) – époque de référence des adorateurs (et des dupes) de ce système, – lors de prétendu « plein emploi » y compris dans les célèbres « Etats de providence », il n'a jamais et nulle part pu descendre, officiellement en-dessous de 2,5 % de la population active. Alors que dans l'URSS et les autres pays de l'Est sous sa domination, malgré le régime anti-ouvrière et anti-démocratique du stalinisme, le chômage était inconnue, tout comme le capitaliste, reflets palpables de la survivance de la Révolution d'Octobre, en dépit de la liquidation de beaucoup de ses legs importants. Ces faits sont passés sous un silence absolu couverts par les vociférations haineuses de la bourgeoisie – et des renégates – contre la révolution et de l'URSS ainsi que par leur soumission servile à la tradition

douteuse de la bourgeoisie.

Aujourd'hui contraints à soigner l'épidémie du chômage, sans espoir de la guérir, l'ensemble du dispositif politique et syndical du système, toutes ses variantes confondues, est désarmé et impuissant. Leur impuissance totale commence par leur incapacité d'expliquer ce phénomène et encore moins son aggravation. Lorsqu'ils annoncent tout doctement qu'il y a du grand chômage parce qu'il n'y a pas d'industrie, ces propos prennent place à bon droit juste à côté de la triviale lapalissade qui maintient que ces plats sont froids parce qu'ils ne sont pas chauds.

Puis, tout un chacun présente ses remèdes dont l'éventail volumineux va du simple cataplasme jusqu'à la panacée universelle. Cette bonne volonté douteuse les unit tous – à l'exception de quelques rares courants et organisations isolés qui déclarent de vouloir abattre le capitalisme, – tous les autres proposent de prendre leurs élixirs pour revigorer, ici et maintenant, ce système moribond afin de rendre son visage ravagé moins repoussant. C'est pourquoi, il n'y a strictement rien à faire avec ce fatras d'intentions, encore moins à les examiner.

Parmi ces charlatans guérisseurs une place de choix revient au président Hollande élu pour, entre autres, sa promesse pompeuse de mettre fin à cette gangrène du capitalisme déperissant. Mais après un an, ses propres services statistiques annoncent que pendant les « ... douze derniers mois, 43.981 entreprises ont été liquidées (parmi les 62.431 faillites)... 2 % de plus qu'en 2009... », et que « ... depuis un an, le nombre de liquidation ait progressé de 6 %, pour atteindre un record historique ». (Le Monde, 22 novembre 2013.) Et cela, malgré tous les grincements de dents et d'autres gesticulations grotesques du ministre Montebourg, pantin « de gauche » domestique et utile pour mimer un intérêt du pouvoir pour une solution valable, tout en voulant ridiculiser celle-ci.

Alors, parallèlement à ces destructions d'entreprises, le chômage se répand inexorablement.

Afin de cacher ses proportions inquiétantes, propre à sonner l'alarme contre ce système de malheur, la bourgeoisie et ses services variés les dissimulent derrière plusieurs paravents. La forme générale la plus répandue de ce *chômage latent* est la précarité dans ses formes multiples. L'une de celles-ci, le CDD (contrat de travail de durée déterminée) a pris dernièrement un essor fulgurant. Le même no. du Monde cité plus haut étale sur sa première page la nouvelle sinistre : « 3,7 millions de contrats de moins d'un mois ont été signés au premier trimestre 2013 : leur nombre a doublé en dix ans ». Et sur une page intérieure, le journal nous informe que « ... jamais on n'a signé autant de CDD en France qu'en 2013 », tout en citant la précision de l'Urssaf (Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales) que « ... plus de 86 % des contrats signés actuellement... sont des CDD. Un record absolu depuis 2000 ». Pour en avoir une image saisissante et effarante, le journal transmet aussi le point de vue avisé d'un économiste bien placé : « Sur le 20 millions de contrats signés chaque année, deux tiers sont des CDD de moins d'un mois. C'est spectaculaire. » – Plus justement, c'est cauchemardesque. Cette société capitaliste secrète ainsi sans cesse et de façon accélérée au moins trois grandes catégories de chômeurs : des chômeurs déclarés et certifiés, des chômeurs non-déclarés, perdus et condamnés, et enfin l'immense armada des chômeurs latents dont une partie importante est maintenue dans la précarité. (Une autre partie non négligeable est envoyée sur la voie de garage d'une retraite anticipée dévalorisée, cadre instable et incertain, précaire par essence, véritable serre-chaude de la pauvreté.)

Lorsqu'on a évoqué ci-dessus la très grande unanimité de tous les partis et groupes, d'idéologies et de courants de pensée politiques et syndicaux, droite et gauche mélangés, pour réduire voir supprimer le chômage dans le cadre même du

capitalisme, on n'a pas fait une différence entre eux. Or, il y a pourtant un clivage de taille dans cette unité qui les sépare en deux groupes distincts et même opposés. La minorité prend au sérieux l'effort de réduire le chômage et essaie de lutter sincèrement pour défendre le droit au travail. En gros, elle comprend le Front de Gauche et ses sympathisants ainsi que les syndicats CGT et occasionnellement le F.O. Par contre, la majorité (les partis bourgeois, le CFDT et ses pareils ainsi que, surtout, le gouvernement Hollande) conçoit, présente et utilise cyniquement et brutalement ses plans anti-chômage comme des armes redoutables pour dégrader tous les aspects des conditions de travail. Les offres de travail de ces gens ne sont que des chantages éhontés pour imposer en catastrophe la hausse indécente de la plus-value absolue et relative comme le rallongement du temps de travail, la baisse des salaires avec le renoncement à leur croissance ainsi que l'augmentation de l'intensité et la cadence du travail. Et on est encore loin d'énumérer la multitude des mesures et servitudes raffinées en échange d'un travail au rabais quasi exclusivement précaire. Hollande et ses fidèles proposent donc aux chômeurs affaiblis et éventuels la perspective lumineuse de passer aux rangs des chômeurs latents si, toutefois, ils acceptent d'être exploités davantage. D'emblée, on peut écarter tous les autres essais et expérimentations du gouvernement Hollande pour acheter la bonne volonté des capitalistes avec les milliards d'un Etat endetté et démuni pour embaucher davantage (naturellement dans les conditions très détériorées). Evidemment, les capitalistes encaissent tous ces cadeaux somptueux, mais au lieu d'agir selon les rêves fantasmagoriques de Hollande, ils obéissent aux lois implacables de leur système, – et ils n'embauchent point !

Il est bien connu que les faits sont têtus. Malgré tous les plans et efforts, en dépit du fait scandaleux que la bourgeoisie a réussi à imposer son chantage et à détériorer sérieusement les conditions ouvrières (et de tous les travailleurs), ainsi qu'à affaiblir leur capacité de

résistance – avec l'aide précieuse du PS et des syndicats complaisants (CFDT), etc. – le chômage continue et s'étend encore plus. Mais si certains syndicats (CGT et peut-être FO) et partis (Front de Gauche) et groupes ainsi que d'autres formations poursuivent leurs luttes habituelles contre ce désastre, tous se rendent compte plus ou moins confusément que les méthodes traditionnelles de leur combat ne suffisent plus. La dure réalité sociale d'un capitalisme aux abois a rendu caducs et inefficaces les mots d'ordre et les méthodes antérieurs de lutte. Il faut se rendre à cette évidence. Si les organisations des travailleurs ne changent pas ces mots d'ordre et méthodes, chacune apparaîtra peu à peu comme un Don Quichotte épuisé dans les batailles vaines. Avec la différence notable que leurs sabres de bois s'usent non pas sur les moulins innocents et passifs mais se cassent sur la réalité impitoyable d'un capital résolu à se défendre par tous les moyens.

Des signes alarmants aussi pénible que le dépeuplement des syndicats et l'abstention massive sinon l'indifférence d'un très grand nombre des travailleurs témoignent de leurs réprobations et oppositions muettes mais critiques à l'égard de ces moyens de lutte périmés et dépassés. Sans pouvoir trouver, seuls et spontanément la manière de sortir de cette impasse, ils se prononcent cependant, par-là, plus nettement et clairement pour la nécessité urgente de changer les méthodes et les mots d'ordre inappropriés de lutte. Toutes les organisations qui entendent représenter leurs intérêts n'ont qu'à répondre à ces préoccupations, en premier lieu le Front de Gauche qui devrait exprimer leur volonté, et cela, lors de cette préparation des élections municipales.

Le point de départ d'un tel projet est la constatation ferme de la faillite manifeste du capitalisme et de ses gérants à régler et à résoudre les multiples difficultés de l'économie, avant tout le chômage qui concerne la vie des millions. La preuve a été abondamment fournie que le capital est non

seulement incapable de le supprimer mais qu'il en est la source intarissable et l'organisateur conscient. Le programme d'un Front de Gauche à la hauteur de sa vocation d'exprimer la voix et la volonté des travailleurs, devrait donc se concentrer sur la lutte permanente et conséquente contre le chômage, ce fléau national qui frappe toutes les municipalités.

Ce point de départ aboutit ainsi à la revendication centrale d'un tel programme, basée sur la faillite totale de la bourgeoisie et de ses plans et efforts de sauver les entreprises et les emplois dans les cadres économique, juridique et administratif de ce système. Il doit donc viser le dépassement de ces cadres. Il est grand temps de finir avec les vaines demandes adressées au capital de se conduire responsablement. Il a maintes fois prouvé non seulement qu'il en est incapable mais que le chômage massif et chronique est la condition de son simple maintien. Il est donc nécessaire d'enlever toutes possibilités à ce capital de disposer de l'économie entière comme de son bien exclusif et de le placer sous le contrôle vigilant des ouvriers eux-mêmes. Il a amplement prouvé que son but est de maintenir et d'éteindre le chômage. D'où la revendication du Contrôle Ouvrier sur la production,

issue de cette situation intenable.

Il semble que les ouvriers de l'entreprise « Goodyear » à Amiens, exaspérés par la manière désastreuse et frivole des propriétaires bourgeois de les condamner au chômage et à la misère, sont non seulement prêts à renouer avec la grande tradition de contrôle ouvrière et même de l'occupation d'usine, mais font déjà leurs premiers pas sur cette voie. La généralisation de leur lutte et son expression consciente dans la revendication pour le Contrôle Ouvrier devrait être au centre d'un programme de Front de Gauche pour les élections municipales, secondée par la reprise vigoureuse de l'exigence de l'examen public et indépendant de l'endettement de l'Etat –

et des municipalités ! La reprise énergique de la revendication trahie par Hollande et Cie. du droit de vote des étrangers aux élections municipales compléterait avantageusement ce programme tout en élargissant le fossé entre les militants du PS (etc.) et le gouvernement.

Le Front de Gauche au carrefour de sa destinée

Depuis l'éclatement de la divergence sur la tactique électorale, la ligne politique respective de tous les partis et groupes qui composent le Front de Gauche accusait et relevait encore plus les erreurs et les défauts, les carences et les insuffisances de chacun. Ces défaillances et faiblesses ont pris de reliefs inquiétants au fur et à mesure que la situation s'est dégradée et, par contraste, la dispute s'est envenimée. Dépourvue d'une colonne vertébrale solide que seul un programme adéquat et audacieux répondant aux graves problèmes des travailleurs aurait pu donner à ces divergences, ces dernières se sont détériorées au niveau d'une querelle des chiffonniers. L'absence d'un programme adéquat – celui qui refléterait la faillite de la bourgeoisie et offrirait une vraie issue du cul de sac général du capitalisme – paralyse le Front de Gauche et bloque son développement et de chacune de ses organisations. Pire, elle les condamne à faire du sur place et les menace d'un recul général.

Même celui qui tentait de soulever des vrais problèmes, comme Christian Picquet cité plus haut, faute de clarté et d'objectifs sérieux, retombait dans l'opportunisme le plus plat. Il s'est résolu de soutenir le PS parisien en échange de quelques minables places rémunérées dans le dispositif de ce dernier, – mais sans aucune modification programmatique de celui-ci. Picquet a donc vendu son programme (en avait-il un quelconque ?) pour assurer sa place dans la future bureaucratie municipale de Paris. D'ailleurs, c'est à ce genre de marchandage éhonté que se réduisait – et se prostituait – la possibilité, pourtant réelle et souhaitable, de renforcer et d'élargir les contradictions entre les militants du PS et

le gouvernement.

Or un programme politique directement issu de la situation intenable et en accord avec les besoins et des exigences des travailleurs, tel que le Contrôle Ouvrier sur la production qui apparait comme le seul barrage réel et efficace contre le chômage, réclame immanquablement une large coopération de toutes les forces des travailleurs. Seule la croyance aveugle en la toute-puissance de la parole peut estimer superflu de rechercher et de fixer les alliances à un programme et à ses mots d'ordre agissants, comme le camarade Mélenchon semble de l'imaginer. Tandis que les tractations sans principe pour partager le nombre des bureaucrates municipaux comme le PC, et à sa suite Ch. Picquet les pratiquent, n'ont pas du tout besoin d'un programme.

Ce n'est pas seulement le propagandisme stérile qui est en cause avec sa lubie idéaliste de croire pouvoir convaincre la masse des travailleurs avec les seuls verbes (paroles et discussions). Mais aussi le fait que même ce propagandisme est réduit et limité à véhiculer une politique qui consiste essentiellement en une critique (partielle) de la politique bourgeoise dominante, au lieu de développer toute une ligne politique opposée. Alors qu'il est grand temps de reconnaître qu'une telle attitude, en somme *négative*, est un frein à toute progression et l'une des sources des dissensions infructueuses. C'est uniquement une politique constructive donc *positive* traduite par un programme requis par la situation pourrait entraîner les travailleurs et, également, surmonter les divergences.

Il est l'évidence même que seul un tel programme porté par une large mobilisation des travailleurs peut constituer la base d'une ouverture nécessaire vers les militants des autres partis (PS, Ecologistes, etc.) en vue de faire éclater la contradiction entre eux et la politique du gouvernement. C'est la même voie pour le renforcement indispensable d'un grand parti prolétarien dont la gestation douloureuse est

représentée en l'occurrence et surtout par les convulsions du Front de Gauche. Ce dernier est encore loin de pouvoir assumer ce rôle si, toutefois, il réussira à franchir les diverses étapes du chemin qui y conduit.

Il importe de relever ici tout de suite l'importance capital des syndicats comme partenaires essentiels d'un programme politique tel que formulé et concrétisé plus haut et, partant, associés pour une mobilisation politique, y compris lors des élections municipales. Il est clair que, en lançant un programme politique centré sur la revendication du Contrôle Ouvrier, par exemple, le Front de Gauche ne pourrait plus maintenir sa distance polie à l'égard des syndicats, ni poursuivre son comportement accommodant envers eux tels qu'ils sont actuellement. Il serait vite obligé, il est déjà de toute façon, de définir une ligne politique constante et élaborée à leur égard dont le premier point devrait préciser les moyens pour les transformer des « partenaires sociaux » de la bourgeoisie en organisations combattantes des travailleurs. Un programme politique en faveur de ces derniers ne pourrait tolérer aucune équivoque sur ce point.

Il est évident pour tous ceux qui, sans les œillères d'une autosatisfaction, portent un regard objectif sur la société, qu'un parti politique qui lutte pour les travailleurs et voudrait changer la situation désastreuse en leur faveur, en l'occurrence le Front de Gauche, est incapable tel qu'il est de conquérir le pouvoir d'un seul élan, par un assaut à la hussarde. Un tel objectif audacieux exige une préparation tenace et minutieuse surtout dans les conditions actuelles déterminées par un long recul du mouvement ouvrier international affaibli par toute une série de défaites cuisantes et de pertes lourdes. Hélas, nous sommes toujours dans la période des défaites et d'une retraite générale. C'est le temps d'affûter nos armes et de rassembler nos forces, en un mot : de préparer patiemment la montée générale inévitable de la classe ouvrière et de tous les travailleurs au combat

décisif contre le capital. Contrairement aux sceptiques et aux ricaneurs sur une telle vue « utopique », tous les supplétifs ou succédanés « réalistes » ainsi que tous les raccourcis artificiels pour contourner les obstacles sont voués à l'échec.

Le Front de Gauche est arrivé à la croisée du chemin. Mais à ce point il faut bien réaliser, d'une part, que l'histoire n'attend pas ceux qui ne sont pas au rendez-vous et, d'autre part, que la politique a l'horreur du vide. Ou bien le Front de Gauche saisit l'occasion offerte par des élections municipales et européennes pour se hisser à la hauteur de ses tâches historiques, ou alors il régressera inévitablement.

Balazs Nagy